

Dévaluation, à la recherche de l'équilibre de la balance commerciale

Hamiche Zina

Ecole Supérieure de Commerce, Algérie
hamiche.z.90@gmail.com

Pr. Boussafi Kamel

Ecole Supérieure de Commerce, Algérie
k_boussafi@esc-alger.dz

تاريخ النشر: 2019-03-15

تاريخ القبول: 2019-02-06

تاريخ الإرسال: 2019-02-01

Résumé :

La nature des échanges extérieurs d'un pays détermine ses sources de devises. Souvent, une économie hyperspécialisée est confrontée au syndrome hollandais, à une détérioration des termes des changes suivie par une baisse de la valeur de la monnaie par une dépréciation ou une dévaluation. L'ampleur de cette baisse est déterminée en fonction soit du régime de change de jure ou du régime de change de facto du pays.

En théorie, une dévaluation peut dans certaines conditions relancer les exportations du pays et de ce fait ajuster la balance commerciale, bien que son effet ne soit pas immédiat. Dans la présente étude, nous avons tenté d'examiner les conséquences possibles d'une dévaluation du cours du dinar algérien sur les échanges extérieurs du pays, ainsi que l'éventualité d'une amélioration du solde de sa balance commerciale, comme l'envisagent les trois principales théories de dévaluation.

Mots clés : Économie hyperspécialisée ; Dévaluation ; Dépréciation ; Régime de change de jure ; Régime de change de facto.

Abstract:

The nature of a country's foreign trade determines its sources of foreign exchange. Often an overspecialized economy is confronted with Dutch disease, a deterioration of the exchange rate followed by a fall in the value of the currency by depreciation or devaluation. The extent of this decline is determined by either the de jure exchange rate regime or the country's de facto exchange rate regime.

In theory, a devaluation can under certain conditions boost the country's exports and thus adjust the trade balance, although its effect is not immediate. In the present study, we have attempted to examine the possible consequences of a devaluation of the Algerian dinar on the country's foreign trade, as well as the possibility of an improvement in the balance of its trade balance, as envisaged by the three main theories of devaluation.

Keywords : Overspecialized economy ; Devaluation ; Depreciation ; De jure exchange rate regime ; De facto exchange rate regime.

Introduction :

La dévaluation, ou la dépréciation préméditée est maintenant au cœur de l'actualité économique. Les titres concernent davantage les pays développés, étant donné le poids de leurs échanges dans le commerce international et l'influence de tout changement de terme d'échange sur les économies des autres pays. La dévaluation dans ce cas est redoutée par les partenaires commerciaux, en raison du gain de compétitivité qu'elle procure. Mais pour les pays en développement, elle peut constituer une solution de dernier recours face à un déséquilibre extérieur persistant.

Or l'Algérie fait face à des déséquilibres extérieurs durables et récurrents, et cette situation reflète la fragilité de sa structure extérieure dépendante à plus de 90 % des hydrocarbures, ce qui se traduit dans la valeur du dinar algérien. Toute chute des cours du pétrole inscrite dans le temps donne lieu systématiquement à une importante dévaluation rampante du dinar. La récente chute du baril de pétrole l'illustre, le dinar a perdu 37,70% de sa valeur entre (2014-2017). Cette dévaluation devrait améliorer la situation interne et externe du pays. Analyser les conséquences de la dévaluation permettra de mieux comprendre le mécanisme d'ajustement via la dévaluation ainsi que l'intérêt de la dévaluation en l'économie algérienne.

Dans cette perspective peut-on espérer de la dévaluation du dinar algérien un ajustement de la balance commerciale ?

L'importance de cette étude dérive de l'importance de la relation existante entre les deux variables dévaluation et commerce extérieur :

-L'importance des politiques de change en l'ajustement extérieur de l'économie d'un pays, et celles qu'elles occupent en les programmes de réformes économiques appuyés par les institutions internationales en matière de libéralisation et de transition des pays vers une économie de marché.

-Le commerce extérieur constitue l'une des activités économiques les plus influentes sur le développement de l'économie locale. Il est un déterminant du volume, de la production, de l'épargne et de la consommation. Il lie également l'économie nationale à d'autres économies et détermine le niveau d'ouverture de l'économie.

-L'écho mondiale de l'intervention des autorités monétaires en la détermination de la baisse du taux de change souvent camouflée, d'où l'intérêt de comprendre ce que peut cela apporter pour le commerce extérieur d'un pays.

Le but de cet article est de traiter un nombre de points :

-Dégager la fragilité d'une économie spécialisée, dans le cas algérien hybride de l'industrie parapétrolière.

-Montrer l'influence de l'hyperspécialisation de la structure du commerce extérieur sur la politique de change.

-Mettre en lumière l'écart possible entre les politiques de change adoptées et les politiques de change affichées.

-Essayer d'analyser en quoi une revue à la baisse du taux de change dinar peut booster les exportations algériennes.

En les limites de références et informations sur notre sujet, il y a plusieurs études établies en différentes universités sur l'impact du taux de change, la plupart de ces études étaient économétriques. On s'intéresse en notre étude aux études faites sur les deux variables taux de change et la balance commerciale mais aussi à l'impact du taux de change sur la balance des paiements dont la balance commerciale constitue un sous compte.

On cite L'étude des chercheurs Zabir Iach et Baloul Noufel sous forme d'article intitulé « le test de cointégration entre le taux de change et la balance des paiements étude du cas algérien (2000-2015) ». En se basant sur une estimation des moindres carrées OLS des deux variables taux de change et balance des paiements, ils ressortent avec les résultats suivants :

-Absence de relation de taux de change entre les deux variables. Ainsi, les perturbations du solde de la balance de paiements sont dues à d'autres facteurs et variables qui ne sont pas pris en considération par l'étude ;

-La dévaluation du taux change dinar n'implique pas une amélioration de la balance des paiements.

D'autres conclusions sont tirées par l'étude économétrique du chercheur Bachichi Walid sur l'impact du canal taux de change sur l'équilibre extérieur en Algérie (1990-2014). L'étude soutient l'existence d'une relation de long terme entre le taux de change et la balance des paiements ; et que le taux de change a un impact sur la balance des paiements en le court et le long terme.

De ce fait les deux études précédentes découlent sur des résultats différents, l'impact du taux de change sur la balance des paiements reste ambigu.

Pour ce qui est de l'impact du taux de change sur la balance commerciale, les études abordées ci-dessus attestent l'existence d'une relation à long terme entre les deux variables et que la dévaluation a un impact positif sur la balance commerciale. On cite l'étude de Doha Salma et de Hassani Rokia faite pour la période (1970-2013) sur l'impact du taux de change sur la balance commerciale. Cette étude montre qu'il y a une relation positive entre le taux de change dinar algérien et l'évolution de la balance commerciale ; et que le taux de change explique à 41% l'amélioration de la balance commerciale.

Encore une étude parmi les plus importantes sur le sujet, l'étude du chercheur Si Mohammed Kamel pour la période (1980-2015) portant sur l'examen d'une possible courbe J pour l'impact que pourra avoir une dévaluation sur la balance commerciale. Soit un impact négatif à court terme sur la balance commerciale qui représente la partie descendante de la lettre J, et un impact positif sur le solde commerciale à long terme représentant la partie ascendante de la lettre J.

En dépit des résultats économétriques significatifs avec une élasticité-prix qui dépasse l'unité, le chercheur atteste que l'impact de la dévaluation du dinar algérien est un impact fictif puisque la dévaluation du dinar a coïncidé avec une augmentation des exportations par rapport aux importations.

Cette contradiction des résultats économétriques avec la réalité économique du pays nourri l'intérêt de notre étude pour approfondir d'avantage le pourquoi de la dévaluation et le comment de l'ajustement de la balance commerciale. Cela va être abordé en trois sections suivantes, avec à chaque fois une référence directe au cas algérien :

-La première section porte sur les implications d'une économie spécialisée (le cas des industries parapétrolières).

-En la deuxième section, il est question de l'une des conséquences de l'un des symptômes du malaise hollandais, à savoir la dévaluation, tout en passant par l'asymétrie d'information qui pourrait exister en matière de politique de change pour un pays.

-Dans la troisième section nous abordons dans un premier point la dévaluation comme mécanisme d'ajustement structurel, selon les différentes théories qui traitent cette thématique ; le deuxième point est consacré au cas algérien, à la dévaluation du dinar algérien et sa possibilité de promouvoir les exportations algériennes.

1-l'implication d'une hyperspécialisation : le cas des industries parapétrolières :

Le pétrole est une matière première stratégique. Il donne une grande variété de produits. Tout d'abord utilisés essentiellement à des fins thermiques, comme carburants ou combustibles, les produits dérivés du pétrole répondent aussi à des besoins non énergétiques comme, les lubrifiants, les bitumes et surtout les produits issus de la pétrochimie dont la diversité ne cesse d'augmenter. En plus des risques traditionnels desquels souffrent les différentes industries, l'industrie pétrolière présente des risques spécifiques très élevés. D'abord la recherche de nouveaux gisements est une opération risquée puisque ce n'est jamais sûr de trouver de l'Or noir. Vient ensuite l'importance de l'investissement : produire, transporter, raffiner et distribuer 3 milliards de tonnes chaque année demande un effort d'investissement d'une centaine de milliards de dollars. S'ajoute à cela l'intervention possible des Etats producteurs qui sont tributaires de cette production, et celle des Etats consommateurs qui veulent assurer leurs provisions en cette matière à tout prix (Bauby, et al., 1995).

1-1-Mécanismes de dépendance et contre-dépendance :

Les chocs pétroliers de 1973 et de 1979 ont permis de prendre conscience de la dépendance des pays industrialisés envers cette ressource que détiennent principalement les pays du Moyen Orient et les pays d'Afrique. Cette dépendance est à double sens, car les pays producteurs sont eux aussi fortement dépendants des économies industrielles dans plusieurs domaines. S'ajoute à cette dépendance économique une dépendance financière, qui s'exprime dans le rendement des placements des pétrodollars. Ces derniers sont directement liés à la santé des économies occidentales.

Le contre-choc pétrolier de 1986 a fait ressortir la fragilité d'un pays fortement spécialisé dans l'industrie pétrolière. Quand les hydrocarbures constituent une partie importante du budget de l'Etat et qu'il en est le principal bénéficiaire, on parle d'Etat rentier. L'impact d'un contre-choc pétrolier sur un Etat rentier est globalement négatif, voir problématique dans certains pays les plus exposés de l'OPEP, surnommés les fragile-five (Algérie, Libye, Nigeria, Irak, Venezuela). Après une baisse des cours du pétrole permanente, les recettes de l'Etat sont revues à la baisse. L'économie rentière est en conséquence obligée de réévaluer son budget en fonction du nouveau prix (Alex & Tchong-Ming, 2016). Cela n'est que la conséquence d'un préalable dysfonctionnement appelé syndrome hollandais.

Le syndrome hollandais est l'ensemble des effets préjudicés créés dans une économie par l'expansion du secteur qui produit la ressource naturelle (Campan & Grimand, 1985). un phénomène qui est en premier degré social ; les richesses faciles mènent à la paresse. Parmi les études faites sur le sujet on cite l'étude de Grégory (1976) qui observa longuement l'impact de l'exploitation du secteur minier sur les autres secteurs de l'économie. Il arriva à la conclusion qu'Australie le développement du secteur minier a provoqué un affaiblissement des secteurs manufacturés. Autrement dit, le secteur en boom capte l'essentiel des facteurs de

production car les opportunités de salaires y sont plus élevées que dans le secteur industriel. Ce phénomène peut se traduire dans ce cas par une **désagriculturation** ou une désindustrialisation. Donc il produit une hyperspécialisation qui mal maîtrisée peut être dangereuse et des dysfonctionnements macroéconomiques caractérisés par une surchauffe inflationniste et une appréciation du taux de change (Ndoumtara & Henner, 2007).

Afin d'éviter une appréciation réelle excessive et de préserver l'équité intergénérationnelle, les recettes publiques provenant de l'extraction des ressources naturelles devraient être utilisées prudemment (Arezki, Gylfson, & sy, 2011). Le développement des secteurs manufacturiers et d'autres secteurs producteurs de biens échangeables hors ressources est généralement propice à la croissance économique à long terme, car il favorise les gains de productivité, la propagation des progrès technologiques et l'augmentation des rendements d'échelle- d'autant plus qu'on ne peut espérer de les tirer de la seule exploitation des ressources naturelles (Dobrynskaya & Turkisch, 2009). De ce fait, les pays producteurs d'hydrocarbures doivent promouvoir la compétitivité hors-hydrocarbure pour éviter le syndrome hollandais, encore faut-il une volonté réelle du gouvernement.

1-2-le cas algérien : le syndrome hollandais :

La façon dont un certain nombre d'économies nationales à travers le monde ont subi et réagissent à la crise peut être riche d'enseignements pour l'Algérie. Les effets autant que les réponses apportées par ces pays, différents dans leurs trajectoires économiques, peuvent inspirer utilement nos décideurs. Ainsi l'économie espagnole qui était considérée il y a trois ans comme définitivement ancrée dans l'excellence, après une décennie de croissance exceptionnelle se retrouve en 2009 très affaiblie avec une prévision de croissance négative de 1,7 voire plus. Cela est dû à une croissance essentiellement basée sur le secteur du BTPH qui s'est affaïssi alors qu'il représentait 20% du PIB. Certains experts relèvent que l'Espagne considérant que la croissance de ce secteur était durable n'a pas développé suffisamment son industrie ni investi beaucoup dans le savoir (Mekideche, 2016).

Pourtant pour le cas algérien, où l'économie est basée essentiellement sur l'exportation des hydrocarbures, une source naturelle, un secteur qui n'a rien d'un caractère durable, le résultat reste le même. Après plus de 47 ans d'exploitation, l'économie est toujours tributaire de ce secteur. Sa dépendance se ressent dès qu'une baisse des prix du pétrole persiste, et des mesures pour prévenir une dévaluation (une dépréciation) se succèdent.

Pourtant, si on relit l'histoire de l'Algérie, l'économie algérienne était une économie agricole (la dette française de blé). Mais, après la colonisation et avec tout le retard qu'a pu cumuler ce secteur, et malgré les différents plans de développement mis en place pour sa promotion, le secteur n'a pu retrouver la place qu'il avait au paravent.

Par ailleurs, la nationalisation des hydrocarbures et l'investissement en ce secteur ont porté leurs fruits, spécialement en 1973 et en 1979. C'est même l'une des raisons pour lesquelles aucun autre secteur n'a pu être développé en parallèle. Bien au contraire, avec l'ouverture du secteur extérieur algérien la dépendance en les importations de tout secteur confondu s'est accru.

Au niveau macroéconomique, les ménages suivent une trajectoire qui leur est bénéfique à court terme. L'agent économique en Algérie pense à accroître sa richesse dans les meilleurs délais et au moindre coût. Au lieu d'opter pour des investissements en industrie ou en agriculture, il préfère la revente en l'état. Ce phénomène se propage pour toucher la nature de l'investissement direct étranger des entreprises internationales telles que Renault qui vient

d'ouvrir une usine dite de fabrication d'automobile. Une production qui se résume à la phase finale au montage, et qui ne porte pas sur des exportations. De ce fait, c'est tout une économie qui est orientée vers la consommation de la rente pétrolière.

2-La politique de change : de jure et de facto :

Parmi les conséquences du syndrome hollandais, qui est l'effet négatif d'une hyperspécialisation, il y a la détérioration de la valeur externe de la monnaie. En effet, quand une économie est basée sur la production ou l'exploitation d'un seul secteur, le pays peut être devant une impossibilité à honorer ses engagements envers ses partenaires commerciaux. Face à un tel déséquilibre, les termes d'échange se détériorent donc c'est le pouvoir d'achat à l'importation qui baisse, touchant ainsi à la baisse le pouvoir d'achat du consommateur.

Suite à cette situation le commerce fourni de moins en moins de devises pour couvrir les exportations. L'offre de devise de ce fait diminue face à une demande qui est souvent à la hausse (avec la prise de considération de la dépendance extérieure de l'économie et du développement démographique). Elle peut baisser considérablement, et dans ce cas seule l'intervention de l'état permettra une baisse modérée. Ce genre d'intervention est souvent camouflé, pour ce que cela implique en matière de crédibilité des politiques menées par les autorités monétaires.

2-1- Entre l'annonce officielle et le comportement effectif :

Il existe deux classifications des régimes de change. Une classification basée sur l'annonce officielle des états au FMI d'appartenir à une catégorie de régime de change prédéfinie de la part du FMI, appelée « **de jure** » ou encore « **l'auto-classification** ». Cette dernière matérialise l'engagement de la banque centrale en matière de politique de change qui n'est pas forcément respectée. Les politiques de change affichées ne traduisent souvent pas les objectifs réels et pratiques des autorités monétaires en matière de change, d'où le recours des économistes à une classification qui ne tient pas en compte les régimes déclarés au FMI, mais le comportement effectif du taux de change, il s'agit de la classification « **de-facto** ».

D'où notre recours dans cet article à deux concepts, la dévaluation et la dépréciation, qui impliquent l'un comme l'autre une variation négative de la valeur extérieure de la monnaie, en termes clairs une perte de valeur de la monnaie.

Certes l'Etat n'affiche pas le degré de son intervention dans le marché de change, mais il est clair que cette possibilité varie selon sa convertibilité. Une monnaie inconvertible laissera une grande marge d'intervention au gouvernement pour la détermination de la valeur de la monnaie. Cet écart entre le régime de change annoncé et le régime de change appliqué a fait l'objet de plusieurs études, qui ont montré à tour de rôle que les régimes de change déclarés ne correspondent pas forcément à la trajectoire du régime de change de facto. Plusieurs pays en théorie ont un régime de change flexible mais ils interviennent tellement massivement dans les marchés de change qu'en pratique il n'existe qu'une petite différence avec les pays adoptant des régimes de change fixes. S'ajoute à cela que les pays qui paraissent se comporter selon le régime de change déclaré durant les périodes stables peuvent tenter de changer leur ligne de conduite lorsque le régime subit une pression (Levy-Yeyati & Sturzenegger, Classifying exchange rate regimes : Deeds vs. Words, 2005).

2-2- La politique de change en Algérie :

Depuis la création du dinar, l'autorité monétaire a adopté plusieurs régimes de change, allant d'une dépendance au Franc français à un « flottement » du taux de change. Principalement, les différentes références citent deux régimes de change : le régime de change fixe, et le régime de change flottant dirigé. La transition du premier régime vers ce dernier n'est qu'une conséquence de la signature des programmes d'ajustement.

En résumé, de l'année 1964 à 1988, l'autorité monétaire a opté dans un premier temps pour un ancrage de la monnaie au Franc français. Dans une quête d'indépendance financière, en 1974 le pays a abandonné cet ancrage pour ancrer sa monnaie à un panier de 14 monnaies, choisi en fonction de ses principaux partenaires commerciaux. Le dinar algérien se détermine en fonction des variations des valeurs des devises composant le panier (Lakhdar, 2011). La fin de cette période est marquée par une chute brutale des cours des hydrocarbures, mettant le pays devant une situation critique et une impossibilité de payer les dettes contractées. Le recours aux institutions financières pour un rééchelonnement des dettes et l'obtention d'un crédit lui a coûté une libéralisation non prévue et précipitée de son économie. De ce fait, le pays a accepté une libéralisation du prix de sa monnaie.

A partir de 1988, l'Algérie affiche un régime de change flottant dirigé. Selon ce régime, la valeur de la monnaie se détermine selon la confrontation de l'offre et de la demande des devises, avec une possibilité d'intervention de l'autorité monétaire, toutefois la trajectoire du taux de change n'est pas affichée. C'est dans ce cadre que le pays a mis en place un marché de change interbancaire, dont l'autorité monétaire est le principal offreur. Il y a lieu aussi de citer une absence de bureaux de change. S'ajoute à ce marché de change traditionnel, un contrôle de change strict qui détermine le volume du change monétaire dont chaque agent économique peut bénéficier. Ce système de change mis en place laisse croire à une détermination classique de la valeur du dinar algérien.

Dans un régime de change de change flottant dirigé une baisse de taux de change est nommée dépréciation, puisque c'est l'effet de la confrontation de l'offre et de la demande qui donne lieu à cette baisse. Lorsque cette dernière est due à une intervention de l'autorité monétaire, il s'agit d'une dévaluation, puisqu'en dépit du flottement général des monnaies, on peut encore parler de dévaluation ou de réévaluation lorsqu'il existe, au sein d'un groupe de monnaies, une procédure de concertation visant à maintenir un système de parités stables» (Vaté, 1999). Décidément c'est l'intention des autorités monétaires en termes de politique de change qui est jugée, non pas l'annonce officielle de la baisse de monnaie ou l'appartenance à un régime de change fixe.

Dans ces conditions, il est clair que le degré d'intervention de l'autorité monétaire algérienne dans la détermination de la valeur du dinar est important. On peut donc parler dans ce cas plutôt de dévaluation que de dépréciation.

3-La dévaluation du dinar algérien pourra-elle booster le commerce extérieur ?

L'effet de la variation à la baisse du taux de change dinar algérien sur le solde commerciale est l'effet de la transmission de ce changement de prix en les prix d'importation et les prix d'exportation. Cette transmission est expliquée par trois théories, chacune avec un cheminement différent. Reste à voir si le résultat prédit de ces théories en termes de gain de compétitivité est perçu par le commerce extérieur algérien.

3-1- Les canaux de transmission de la dévaluation pour une amélioration de la balance commerciale :

La théorie a abordé trois différentes interprétations de la manière selon laquelle une dévaluation peut impacter les échanges commerciaux. Ces approches attestent qu'une dévaluation peut amener à une amélioration de la balance commerciale. La plus populaire est l'approche des élasticités, qui postule que les transactions en vertu de contrats conclus pendant la dépréciation du taux de change peuvent affecter négativement la balance commerciale à court terme. Mais au fil du temps, les élasticités des exportations et des importations augmentent, les quantités s'ajustent aux prix effectifs modifiés (Ifeyinwa, Idenyi, & C, 2016). Comme résultat à cela le prix en devises des exportations du pays dévaluateur/dépréciateur diminue alors que les prix de ses biens importés augmentent, ce qui va directement réduire la demande d'importation et à long terme améliorer la balance commerciale (Ogundipe, Ojeaga, & Oyundipe, 2013).

Une deuxième approche est celle de l'absorption. La balance commerciale selon cette approche est en fonction de la consommation réelle et de l'absorption (dépenses des résidents nationaux en biens et services). Le solde de la balance commerciale s'améliore s'il y a une augmentation de la production (Y) ou une baisse de la consommation intérieure (A) ou bien les deux. Supposons que A soit constant et que l'économie ne soit pas au plein emploi (principalement dans les pays en développement). Lorsque la dévaluation de la monnaie se produit, on peut s'attendre à ce que l'effet positif se fasse sentir sur la production, ce qui améliore la balance commerciale (Ali, Johari, & Alias, 2014).

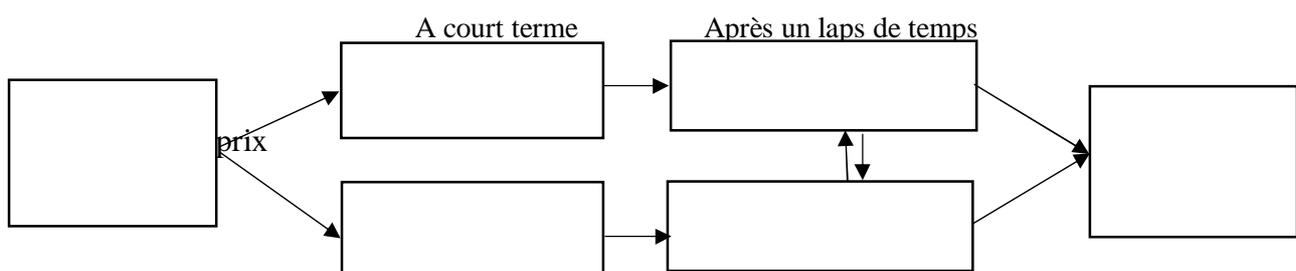
L'approche monétaire suggère que la dévaluation devrait être comprise dans un contexte monétaire. Ainsi, un solde de déficit de paiement est uniquement un phénomène monétaire principalement causé par une masse monétaire excessive.

Selon cette théorie la dévaluation de la monnaie a un impact sur la balance des paiements et sur l'offre réelle de la monnaie. Quand un pays dévalue sa monnaie, la valeur réelle de l'offre de monnaie diminue en raison de la hausse des prix des produits et services mesurés dans les prix intérieurs. La diminution de l'offre réelle de la monnaie entraîne à son tour une réduction des dépenses afin de restaurer la valeur réelle de ses avoirs en argent. La baisse de la consommation entraîne une réduction l'absorption et l'amélioration de la balance commerciale.

3-2-L'effet de la dévaluation sur le commerce extérieur algérien :

Selon la théorie des élasticités une dévaluation du dinar algérien devrait suivre le cheminement suivant :

Schéma 1 : Effet théorique de la dévaluation du dinar algérien sur la balance commerciale



Source : réalisé par les auteurs

Or, pour le cas algérien, le prix des exportations est déterminé au niveau international en dollar et il s'agit d'un bien coté en bourse. La dévaluation devrait donc ne pas influencer sur le prix à l'exportation de ces biens. Ce qui ne va pas déboucher sur une hausse du volume des exportations.

Tableau 1 : Taux de dévaluation- dépréciation réévaluation ou appréciation

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
TD ou RE	0,0319	-0,0287	-0,0689	0,0168	-0,0085	-0,0461	-0,0679	0,1248	0,0239

Source : International Financial Statistics

Toutefois le montant des exportations après la dévaluation qu'a connu le dinar en 2005 qui est de l'ordre de 1,68 a augmenté durant les trois ans consécutifs de 18,71% en 2006 et de 10,16% en 2007 et de 31,80% en 2008. Si on ne spécifie pas la nature de cette augmentation, il serait alors logique de dire que la dévaluation a engendré une amélioration de la balance commerciale.

Tableau 2 : Exportations des hydrocarbures en 1000 tep

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Exp	122924	132651	136834	145195	140629	138329	134635	121840	119545
Année	2011	2012	2013	2014	2016	2017			
Exp	113951	109077	101385	100159	110522	107377			

Source : <http://www.energy.gov.dz>¹

D'après le tableau ci-dessus durant ces trois ans 2006, 2007, 2008 les quantités exportées en hydrocarbures ont diminué respectivement de 3,14% et 1,63% et 2,67%. De ce fait, l'augmentation ressentie au niveau des exportations n'est que le résultat d'une variation positive des cours du baril du pétrole. La dévaluation de ce fait n'a pas donné lieu à une demande plus importante sur les quantités exportées. La structure des exportations basée sur l'exportation d'un seul secteur de l'économie dont les prix sont déterminés au niveau des marchés internationaux n'a pas permis de profiter de cette dévaluation.

Pour pouvoir confirmer l'adéquation des effets de la dévaluation en matière de solde commercial avec le cheminement précédent (figure1) nous allons en premier calculer les élasticités-prix d'exportation et les élasticités-prix d'importation.

Tableau 3: Les élasticités d'exportations et les élasticités d'importations (1991-2017)

Année	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
E x/r	-0,03	-0,41	-1,38	-0,29	0,43	1,96	0,90	-14,84	1,70
E m/r	-0,19	0,38	0,83	0,08	0,29	-0,67	-0,82	4,58	-0,19
Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
E x/r	5,82	-5,06	-0,55	-8,09	-5,10	27,83	-21,78	-2,20	-4,68
E m/r	0,01	3,23	6,39	-1,20	-6,78	7,14	-6,28	-6,23	-6,31
Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
E x/r	-3,45	10,99	-14,80	-0,35	-4,06	-4,91	-1,70	-1,54	11,67
E m/r	-0,04	1,25	-8,60	1,05	3,90	4,19	-0,47	-1,04	-1,46

Sources : Calculé par les auteurs à partir des données de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et du Fond Monétaire International (FMI).

¹Pour l'année 2015, le montant disponible correspond aux exportations totales d'énergies.

D'après les élasticités calculées, suite à la dévaluation de 2005 une variation positive du cours de dinar de 1% en 2006 a donné lieu à une diminution de la valeur en dollar des exportations de 21,78%. Cette baisse devenue plus faible en 2007 et 2008 a été respectivement de l'ordre de 2,2% et de 4,68%. Ces résultats sont contradictoires avec la théorie.

En contrepartie, à partir de 2005 les élasticités d'importation reflètent également une baisse consécutive des importations durant les trois années qui suivent pour toute variation du cours de change dinar. Un résultat dont parle la théorie, qui traduit en quelque sorte une réorientation de la demande interne vers les produits locaux. Mais si on analyse la réglementation liée aux conditions d'exercice des activités commerciales (journal officiel de la république algérienne, 2005), en la même année 2005 de la dévaluation, l'Etat a procédé à un assainissement du commerce extérieur, en imposant la constitution au préalable de sociétés pour l'importation des produits finis ayant un capital minimum de 20 millions de dinars. Une seule année a suffi pour que 9200 importateurs arrêtent leur activité.

Les résultats en matière d'élasticité d'importation peuvent être parfois ambigus, c'est le cas des résultats de la dévaluation de 1991, où l'élasticité des deux années suivantes a été positive. Ainsi les importations étaient sensibles à la hausse à toute variation du taux de change de 1%.

Autre dévaluation, celle de l'année 2015 était de l'ordre 24,94%, conséquence d'une brutale chute des cours de pétrole. Les élasticités d'exportation de l'année 2017 permettent de lire une augmentation positive des exportations de 11,67% pour tout changement à la hausse de 1% de la valeur du dinar. Les élasticités d'importation répondent donc positivement à la dévaluation puisque celles-ci diminuent de 1,46% pour toute variation de 1% du taux de change dinar, dollar. Cette augmentation positive des exportations ne correspond pas à une hausse de la quantité produite des hydrocarbures mais plutôt à une augmentation des cours du baril qui était en moyenne en 2017 de 51,85 dollars, soit une augmentation de 27,46% par rapport à l'année précédente.

En l'absence d'un secteur exportateur hors du secteur des hydrocarbures, dont la détermination des prix échappe aux producteurs, parler d'une possibilité de gain en compétitivité-prix est un mythe. Les résultats positifs qui suivent l'application d'une dévaluation ne sont que l'œuvre d'une coïncidence avec une conjoncture externe positive suite à la hausse des cours de pétrole.

Les résultats :

La dévaluation est considérée comme un mécanisme d'ajustement structurel auquel font souvent recours les pays en voie de développement lorsqu'ils se trouvent face à des situations de cessation de paiement envers l'étranger. Toutefois, il arrive que ce mécanisme ne rétablisse pas l'équilibre de la balance commerciale du pays.

L'étude du mécanisme de la dévaluation pour le cas algérien, nous a permis de dégager les résultats suivants :

-La valeur du dinar algérien est censée être déterminée selon l'offre et la demande, sur la base du marché interbancaire de change officiel. Mais en réalité elle n'est pas unique, puisque le marché parallèle de change permet de satisfaire à un prix plus élevé une importante demande que le marché officiel ne prend pas en compte.

-La spécialisation de l'économie algérienne en hydrocarbures ne permet pas au taux de change d'ajuster la balance commerciale. En effet les prix des hydrocarbures sont déterminés au dollar, une dévaluation du dinar algérien ne pourra les influencer.

-La dévaluation du dinar algérien permet d'amortir une part du choc des chutes des cours des hydrocarbures, mais elle ne constitue en rien un moteur pour promouvoir les exportations : la hausse des exportations ne résulte généralement que d'une hausse des cours des hydrocarbures, comme ce fut le cas pour l'année 2017.

Les recommandations :

Suite à l'analyse réalisée en cet article, et les résultats déduits, des recommandations sont proposées pour permettre une efficacité du taux de change en l'ajustement de la balance commerciale :

-L'importance d'orienter une part des importations à la restructuration des exportations pour offrir à long terme une production substitut aux importations.

-La diversification des secteurs exportateurs de l'économie algérienne, tributaire des prix des hydrocarbures qui sont déterminé au niveau international, donnera lieu à un gain en le pouvoir de négociation international.

-Adopter un régime de change plus transparent, permettant de procurer une valeur plus crédible au dinar algérien.

-Revoir la convertibilité du dinar algérien. Une convertibilité totale permettra une possible disparition du marché noir.

-En dernier, mettre en œuvre des bureaux de change pour offrir une valeur instantanée et unique au dinar algérien.

Bibliographie :

Alex, B., & Tchong-Ming, S. (2016). **Le syndrome hollandais à l'épreuve des prix bas du pétrole: de la faillite économique aux recompositions géo-politique**. La revue internationale et stratégique(104), 69-79.

Ali, D. A., Johari, F., & Alias, M. H. (2014). **The effect of exchange rate movements on trade balance : a chronological theoreticol review**. Hindawi Publishing Corporation, 2014, 1-7.

Arezki, R., Gylfson, T., & sy, A. (2011). *Beyond the curse : Policies to Harness the Power of Natural Resources*. Washington : Internation Monetary Fund. 2.

Bauby, P., Beltran, A., Berkovski, B., Gerber, T., Locquin, M., Mayor, V. L.-I., & Mills, S. C. (1995). **Energie et société**. France: Publisud. 162-162.

Campan, E., & Grimand, A. (1985). **Le syndrome hollandais**. France: Dalloz. 810-834.

Collihan, K. (2009). **The policies of exchange rate regime choice : the role of policy entrepreneurs**. Etats Unis: university of California , 13-14.

Dobrynskaya, V., & Turkisch, E. (2009). **Is Russia sick with the Dutch disease?**. CEPII, WP, (2009-20), 825-848.

Gharbi, H. (2005). **La gestion des taux de change dans les pays émergents.** Revue de l'OFCE de change dans les pays émergents. Revue de l'OFCE, (95), 279-326.

Ifeyinwa, Q. C., Idenyi, O. S., & C, O. B. (2016). **Effect of exchange rate depreciation on trade balance in Nigeria.** IOSR Journal Of Humanities and Social Science, 21(3), 72-81.

Igue, N. N., & Ogunleys, T. S. (2014). **Impact of real exchange rate on trade balance in Nigeria.** African Development review , 26(2), 347-358.

Journal officiel de la république algérienne. (2005, juillet 26). **Ordonnance n° 05-05 correspondant au 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005.**(52), 4. Récupéré sur <https://www.joradp.dz/FTP/jo-francais/2005/F2005052.pdf>

Lakhdar, A. (2011). **Modélisation du taux de change du dinar algérien à l'aide des modèles ECM.** Thèse de doctorat. Algérie: Université Abou-bakr Belkaid Telemcen, 131.

Levy-Yeyati, E., & Sturzenegger, F. (2005). **Classifying exchange rate regimes : Deeds vs. Words.** European Economic review, 49(6), 1603-1635.

Mekideche, M. (2016). **Résilience et désordre de l'économie algérienne.** AlgérieDahlab.70-72.

Mengistéu, A. A., & Lee, J.-s. (2014). **Examining the Effects of Currency Depreciation on Trade Balance in Selected Asian.** International Journal of Global Business, 7(1), 59-76.

Mitsuo, H. (2007). **New developments of the exchange rate regimes in developing countries.** Palgrave Macmillan , 8-56.

Kenniche, M. (2006). **Monnaie surévaluée, système de prix et dévaluation en Algérie.** Algérie: les cahiers du CREAD, 17(57), 9-41.

Ndoumtara, N., & Henner, H. F. (2007). **Le boom pétrolier et risques d'un syndrome hollandais au Tchad: une approche par la modélisation en équilibre général calculable.** Thèse de doctorat. France: Université d'Auvergne Clermont- Ferrand 1, 58-59.

Ogundipe, A. A., Ojeaga, P., & Oyundipe, O. M. (2013). **Estimating the long run effects of exchange rate devaluation on the trade balance of Nigeria.** European Scientific Journal, 9(25), 233-249.

Popov, V. (2011). **To devalue or not to devalue? How East European countries responded to the outflow of Capital in 1997–99 and in 2008–09.** Acta Oeconomica, 61(3), 255-279.

Prakash, K., & Maiti, D. (2016). **Does devaluation improve trade balance in small island economies? The case of Fiji.** Economic Modelling, 55 , 382–393.

Vaté, M. (1999). **leçons d'économie politique**(éd. 8). France: economica. 439.